



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7459^e séance

Mardi 9 juin 2015, à 10 h 5

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Ibrahim (Malaisie)
<i>Membres :</i>	
	Angola M. Lucas
	Chili M. Olgún Cigarroa
	Chine M. Wang Min
	Espagne M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique M. Pressman
	Fédération de Russie M. Iliichev
	France M. Lamék
	Jordanie M. Hmoud
	Lituanie M ^{me} Jakubonė
	Nigéria M ^{me} Ogwu
	Nouvelle-Zélande M. Taula
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord M. Wilson
	Tchad M. Gombo
	Venezuela (République bolivarienne du) M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation en Côte d'Ivoire

Trente-sixième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2015/320)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Côte d'Ivoire

Trente-sixième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2015/320)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Côte d'Ivoire à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Aïchatou Mindaoudou Souleymane, Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2015/320, qui contient le trente-sixième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Mindaoudou.

M^{me} Mindaoudou : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'opportunité que vous m'offrez de présenter devant le Conseil le rapport du Secrétaire général sur la situation en Côte d'Ivoire (S/2015/320), en date du 7 mai 2015, et de l'informer des développements majeurs récents intervenus dans le pays, y compris en ce qui concerne la préparation de l'élection présidentielle d'octobre.

Dans quatre mois, le peuple ivoirien se rendra aux urnes pour choisir son prochain président dans un environnement très différent de celui qui prévalait en 2010. Beaucoup a été accompli depuis l'élection présidentielle d'octobre 2010. La stabilité se consolide progressivement. L'économie se développe de plus en plus et les populations ivoiriennes peuvent vaquer à leurs activités dans un environnement apaisé. Bien que des désaccords politiques subsistent encore, un consensus national en faveur d'un dialogue constructif se dégage de plus en plus. Toutefois, une certaine frange de l'opposition radicale semble de plus en plus opter pour des manifestations de rue.

Le dialogue politique entre le Gouvernement et l'opposition progresse. Au cours des pourparlers du 29 janvier, des mesures concrètes ont été adoptées pour financer, sur une base exceptionnelle, les partis politiques de l'opposition qui ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale. Le dialogue politique entre le Gouvernement et l'opposition politique a repris, le 26 mai, après quatre mois d'interruption. Seize partis politiques y ont pris part. Les discussions se sont focalisées sur des sujets importants, notamment sur la nécessité de la création d'un environnement politique apaisé, sur la réunion de conditions favorables à l'organisation d'un processus électoral crédible, sur le retour des exilés, et sur la libération des prisonniers. Le Gouvernement et les partis politiques de l'opposition ont également décidé de tenir des rencontres mensuelles jusqu'aux élections. Il est important de mentionner à ce stade que les avancées enregistrées au niveau du dialogue politique ont contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire et de la stabilité en Côte d'Ivoire.

Les efforts du Gouvernement et des partis de l'opposition pour maintenir un dialogue constructif sont à saluer. Il serait important que le dialogue continue dans le but de créer et de maintenir un environnement propice à la tenue d'une élection libre et juste. Cependant, certains acteurs politiques sont encore tentés d'utiliser des propos incendiaires. Ceux-ci doivent en permanence être encouragés à agir en toute responsabilité et dans le strict respect des lois pendant toute la période électorale.

Le positionnement politique avant l'élection présidentielle a entraîné la reconfiguration de la scène politique. Par exemple, le Front populaire ivoirien et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (connaissent actuellement des dissidences. Toutefois, les différents points de vue et positions politiques s'expriment de façon plutôt pacifique, et j'espère que cette expression pacifique continuera car elle est la caractéristique de tout processus démocratique.

J'ai usé de mon mandat de bons offices pour amener le Gouvernement et les partis politiques à dialoguer davantage. De même, je les ai mis à profit pour encourager les populations à adhérer aux efforts déployés par les autorités pour renforcer la paix et la stabilité à travers le pays. Pour ce faire, les initiatives de cohésion sociale, de réconciliation et de consolidation de la paix, développées dans les différentes régions et soutenues par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et l'équipe de pays des Nations Unies ont été d'un grand apport.

Pour la Côte d'Ivoire, l'élection présidentielle d'octobre est une étape importante pour la consolidation des acquis de ces dernières années. Dans la perspective de cette élection, le Code électoral a été amendé et adopté le 2 avril. L'enrôlement des électeurs dans 2 000 centres a été lancé le 1^{er} juin et devra être bouclé le 30 juin. La liste définitive devrait être disponible le 31 août. En tant que chef du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, j'ai mis en place une coordination renforcée avec les partenaires internationaux et la Commission électorale indépendante en guise de soutien des Nations Unies au Gouvernement dans le cadre du processus électoral.

La mise en œuvre du processus de réparation des victimes de la crise post-électorale de 2010-2011 a commencé. De plus, le Gouvernement a commencé à mettre en œuvre certaines des recommandations clefs du rapport final de la Commission Dialogue, vérité et réconciliation, malgré sa non-publication. C'est ainsi que le 24 mars, le Gouvernement a annoncé la création de la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (CONARIV), qui se focalise sur l'enregistrement de toutes les victimes non répertoriées des crises successives en Côte d'Ivoire depuis 1990. L'organe exécutif de la CONARIV, le Programme national de cohésion sociale, est chargé de la mise en œuvre du processus de réparation. Il est important qu'il assure un processus inclusif dans l'opération d'indemnisation des victimes.

En ce qui concerne la lutte contre l'impunité, les perceptions d'une justice à sens unique continuent de faire l'objet de discussions parmi les Ivoiriens, bien que des enquêtes sur des crimes sérieux commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011 soient actuellement menées par la Cellule spéciale d'enquête et d'instruction. J'encourage le Gouvernement ivoirien à poursuivre ces enquêtes et à les mener à leur terme afin de juger toutes les personnes reconnues coupables d'abus et de violation des droits de l'homme sans préjudice de leur appartenance politique, d'autant plus que la justice contribuera grandement à panser les plaies du passé et à renforcer la réconciliation.

Le premier mécanisme destiné à accroître l'égalité des sexes dans toutes les institutions étatiques, dénommé Conseil national de la femme, a été lancé. Ce développement intervient de manière très opportune en cette année électorale car le Conseil pourrait jouer un rôle clef en encourageant une plus grande participation des femmes à tous les niveaux décisionnels, y compris au plan politique. Je salue aussi le travail abattu par le comité

d'experts nationaux sur la violence sexuelle liée aux conflits, qui a poursuivi ses activités de sensibilisation avec les Forces républicaines de Côte d'Ivoire en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire. Toutefois, je demeure préoccupée par les informations rapportées régulièrement sur les violences sexistes et les pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines. J'espère que ces questions seront concrètement prises en compte par la mise en œuvre de la stratégie nationale sur les violences sexuelles et sexistes.

Pour ce qui est du secteur de la sécurité, le Gouvernement a fait des progrès dans la prise en charge des griefs formulés par les éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire à l'issue de leur mouvement de protestation de novembre 2014. Il a construit des casernes et procédé au paiement des arriérés de salaire. En matière de réforme, l'Assemblée nationale a adopté la loi sur l'organisation de la défense nationale et des forces armées nationales, le 9 mars. C'est une étape importante dans la professionnalisation des Forces républicaines de Côte d'Ivoire et dans le rétablissement de la confiance des populations dans les institutions chargées de la défense nationale. L'ONUCI continuera d'appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes nécessaires. Je félicite le Gouvernement pour ses efforts continus visant à améliorer l'équilibre entre les sexes dans la gendarmerie en incluant des stagiaires femmes.

À l'approche des élections, le manque d'équipement des institutions chargées de veiller à l'application des lois et des institutions sécuritaires chargées d'assurer le maintien de l'ordre public est préoccupant car il pose le problème de leur capacité opérationnelle à assurer la gestion démocratique des foules.

Le Gouvernement ivoirien a fixé la fin du processus de désarmement des 64 000 ex-combattants au 30 juin. L'ONUCI et le Gouvernement ont intensifié les activités de sensibilisation et le nombre d'ex-combattants enrôlés dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) a augmenté significativement au cours des derniers mois. Un appui sera nécessaire après la clôture du processus de DDR, en juin, car un nombre important d'ex-combattants sera encore dans le processus de réinsertion qui devra se poursuivre jusqu'au début du mois de janvier 2016. L'ONUCI poursuivra son appui technique et programmatique à l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de

la réinsertion en développant une feuille de route viable pour la conduite des activités après juin.

La situation sur le plan de la sécurité est restée stable avec une tendance générale à la baisse des activités criminelles. Aucun incident majeur n'a été rapporté depuis mon dernier exposé au Conseil de sécurité (voir S/PV.7358). Cela dit, les braquages armés et le banditisme constituent encore un défi sécuritaire pour le pays. Des manifestations et des grèves ont également été organisées par des universitaires, des enseignants, des agents de santé publique et par des étudiants durant la période à l'examen. Des négociations entre les syndicats et le Gouvernement ont conduit à l'arrêt des grèves.

Au cours de la réunion quadripartite du 10 mars entre les Gouvernements ivoirien et libérien, l'ONUCI et la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), les deux Gouvernements ont reconnu les améliorations de la situation sécuritaire à la frontière. La coopération bilatérale s'est renforcée avec la reprise de ces rencontres quadripartites et tripartites. Maintenant que le Libéria a été déclaré sans Ebola, les frontières ont été rouvertes, ce qui favorise la reprise des activités transfrontalières.

En ce qui concerne la force et la police de l'ONUCI, conformément à la résolution 2162 (2014), l'ONUCI aura ramené sa force militaire à 5 430 soldats, et sa composante de police à 1 500 éléments. La capacité opérationnelle de la force a été accrue par la présence de 650 éléments de la force de réaction rapide, qui est à présent totalement opérationnelle, ce qui nous permettra d'assister la MINUL dans la mise en œuvre de son mandat et de répondre à toute situation d'urgence au Libéria. Par conséquent, nous sommes aujourd'hui en mesure de déplacer 100 soldats sur n'importe quelle partie du territoire ivoirien dans un délai de 12 heures, grâce à nos moyens aériens.

Je saisis cette occasion pour exprimer mon appréciation aux membres du Conseil pour le soutien qu'ils nous ont apporté dans la finalisation de l'établissement de la force de réaction rapide, comme requis par le mandat. Le dispositif plus mobile, plus agile et plus souple qui caractérise aujourd'hui la Force a déjà démontré son efficacité. Il a en effet permis d'apporter une réponse rapide aux menaces contre les populations civiles qui ont été signalées aux cours des derniers mois dans les régions frontalières de l'ouest.

À la veille du renouvellement du mandat de l'ONUCI, je suis confiante et optimiste pour le futur

de la Côte d'Ivoire. Cependant, il convient de rester vigilant. Dans quelques mois, la Côte d'Ivoire organisera les premières élections après celles de 2010. C'est un tournant décisif pour le pays. Le renouvellement du mandat de l'ONUCI à cette étape importante illustrera encore une fois la volonté de la communauté internationale de consolider les acquis et d'accompagner le pays afin de tourner la page de la crise post-électorale de 2010. La création d'un environnement propice et apaisé avant, pendant et après l'élection présidentielle nécessitera aussi des avancées au niveau du dialogue politique, dans le processus de désarmement, dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, de la justice, de l'indemnisation des victimes et du retour des réfugiés. À cet égard, le soutien conjugué du Conseil de sécurité, des États Membres, des partenaires régionaux et internationaux, de l'ONUCI et de l'équipe de pays des Nations Unies demeure essentiel pour que la Côte d'Ivoire conduise sans désespérer jusqu'à leur terme tous ces processus clefs.

Je voudrais remercier encore les membres du Conseil de sécurité de leur soutien inestimable et de leurs orientations fort utiles dans la mise en œuvre du mandat de l'ONUCI.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Mindaoudou de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Côte d'Ivoire.

M. Bouah-Kamon (Côte d'Ivoire) : Avant tout propos, à l'occasion de ma première prise de parole devant le Conseil de sécurité en ma qualité de Représentant permanent de la République de Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, et, à travers vous, l'institution que vous représentez, pour l'attention soutenue qu'elle porte à mon pays depuis la situation difficile qu'il a eu à affronter ces dernières années.

Ma délégation félicite le Secrétaire général de son rapport (S/2015/320), qui souligne les progrès énormes réalisés en Côte d'Ivoire depuis l'accession de S. E. M. Alassane Ouattara à la présidence de la République, et dont les efforts concrets se traduisent aujourd'hui par une situation politique normalisée et une économie en pleine croissance. La réconciliation nationale, comme l'indique le rapport, connaît une nouvelle dynamique à travers le dialogue politique avec l'opposition. La cohésion sociale se renforce peu à

peu. L'indice de sécurité s'est fortement amélioré pour atteindre aujourd'hui le niveau d'un pays en situation normale.

Le processus de désarmement, démobilisation et réintégration, qui tire à sa fin, connaît l'un des meilleurs taux de réalisation. C'est l'occasion d'exprimer toute notre reconnaissance à M^{me} Aïchatou Mindaoudou, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, pour le travail remarquable réalisé sur le terrain en collaboration avec les autorités ivoiriennes. Bien entendu, de nombreux défis restent à relever, comme le rappelle le rapport, mais le Gouvernement s'attèle du mieux qu'il peut à les résoudre. En dépit des progrès enregistrés dans le domaine de la sécurité, le Gouvernement ivoirien est conscient qu'il importe de poursuivre sans relâche les efforts. Il en est de même de l'engagement à l'égard de la satisfaction de la demande sociale et de la nécessité de la réconciliation nationale.

La vie politique en Côte d'Ivoire sera marquée cette année par les élections générales, conformément à la Constitution ivoirienne. Ces échéances électorales marqueront une étape cruciale dans la transition vers la stabilité et la paix sociale. La réussite parfaite de ces élections constitue par conséquent pour le

Gouvernement ivoirien un enjeu majeur et, à cet égard, mobilise toute l'attention requise. Les efforts du Gouvernement en vue d'élections libres, transparentes et inclusives nécessiteront le soutien de la communauté internationale, et notamment l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Dans cette perspective, ma délégation sollicite la prorogation de la mission de l'ONUCI et l'élargissement de son mandat à l'appui logistique au processus électoral tels que proposés dans le rapport du Secrétaire général. L'accompagnement du Gouvernement ivoirien pour des élections réussies marquera un pas décisif dans le couronnement de l'œuvre immense accomplie par l'ONUCI, avant son retrait total au début de l'année 2017.

En terminant mon propos, je tiens à souligner au nom de ma délégation la gratitude du Gouvernement ivoirien à l'endroit du Conseil de sécurité et son engagement de collaborer pleinement au succès de l'ONUCI.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 30.